

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**EBI SA**

Société anonyme au capital de 65 000 000 euros  
Siège social : Tour Egée, 9-11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie France  
RCS Nanterre 505 395 921

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 24 avril 2025

**I. – Bilan au 31 décembre 2024**  
(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques Centrales, CCP	A	224 248	147 130
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	B	-285 115	-313 475
Opérations avec la clientèle	C	487 106	412 046
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	D	499	201
Parts dans les entreprises liées	E	2 386	1 942
Opérations de crédit-bail et de locations assimilées		-	-
Immobilisations incorporelles	F	645	624
Immobilisations corporelles	F	2 016	1 430
Actions propres		-	-
Autres actifs	G	54 319	47 390
Comptes de régularisation	H	62 499	42 247
<b>Total de l'actif</b>		<b>1 118 832</b>	<b>966 486</b>
Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques Centrales, CCP		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	I	683 842	607 441
Opérations avec la clientèle	J	156 126	122 690
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	K	88 727	71 801
Comptes de régularisation	L	38 702	25 475
Provisions pour risques et charges		919	582
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>M</b>	<b>150 517</b>	<b>138 498</b>
- Capital souscrit		65 000	65 000
- Primes d'émission		-	-
- Réserves		8 441	6 975
- Provisions réglementées		-	-
- Report à nouveau (+/-)		46 057	37 201
- Résultat de l'exercice (+/-)		31 019	29 322
<b>Total du passif</b>		<b>1 118 832</b>	<b>966 486</b>

**Hors-Bilan**

Hors bilan actif (En milliers d'euros)	Notes	31-12-2024	31-12-2023
<b>Engagements de financements</b>			
- Engagements en faveur d'établissements de crédit	N	-	-
- Engagements en faveur de la clientèle	N	-	-
<b>Engagements de garantie</b>			
- Engagements d'ordre d'établissements de crédit	N	88 481	58 136
- Engagements d'ordre de la clientèle	N	2 846	18 942
<b>Opérations en devises</b>			
- Opérations de change comptant	O	103 903	67 719
- Opérations de change à terme	O	1 247 168	985 659
- Ajustement de devises	O	-	-
<b>Opérations sur taux d'intérêt</b>			
- Swap de taux		19 141	19 403
<b>Total des engagements donnés</b>		<b>1 461 539</b>	<b>1 149 859</b>

<b>Hors bilan passif</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
<b>Engagements de financements</b>			
- Engagements reçus d'établissements de crédit	N	-	-
- Engagements reçus de la clientèle	N	-	-
<b>Engagements de garantie</b>			
- Engagements reçus d'établissements de crédit	N	162 156	47 623
- Engagements reçus de la clientèle - administrations publiques et assimilées	N	24 962	46 911
- Engagements reçus de la clientèle - entreprises d'assurance	N	75 101	86 973
<b>Opérations en devises</b>			
- Opérations de change comptant	O	103 501	66 677
- Opérations de change à terme	O	1 227 310	965 404
- Ajustement de devises	O	18 659	17 511
<b>Opérations sur taux d'intérêt</b>			
- Swap de taux		19 141	19 403
<b>Total des engagements reçus</b>		<b>1 630 830</b>	<b>1 250 501</b>

## II. – Compte de résultat

<b>Compte de résultat</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
Intérêts et produits assimilés	P	48 529	45 556
Intérêts et charges assimilés	P	19 593	17 554
Revenu des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	Q	12 376	11 432
Commissions (charges)	Q	3 069	5 173
Gains (+) ou pertes (-) sur opérations des portefeuilles de négociation	R	30 337	40 362
Gains (+) ou pertes (-) sur opérations des portefeuilles de placement		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		212	1 174
Autres charges d'exploitation bancaire		1 071	450
<b>Produit Net Bancaire</b>		<b>67 721</b>	<b>75 348</b>
Charges générales d'exploitation	S	25 655	30 429
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles ou corporelles	F	518	150
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>41 548</b>	<b>44 768</b>
Cout du risque (+/-)	T	119	2 004
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>41 430</b>	<b>42 764</b>
Gains (+) ou pertes (-) sur actifs immobilisés	U	-553	-1 033
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>40 877</b>	<b>41 731</b>
Résultat exceptionnel (+/-)		-	-
Impôt sur les bénéfices		9 857	12 409
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>31 019</b>	<b>29 322</b>

## III. – Notes annexes aux Etats Financier 2024

### 1 - La Société

EBI SA est une société anonyme de droit français créée en 2008 et ayant le statut d'établissement de crédit, soumis aux dispositions du Code Monétaire et Financier. Sa dénomination commerciale est devenue « Ecobank International » en 2022 sans que sa dénomination sociale ne soit modifiée.

EBI SA est détenue par la société Ecobank Transnational Incorporated (ETI), à hauteur de 99.99%. Elle détient deux filiales :

- Africa Rapid Transfer SA, société anonyme de droit français, créée le 13 novembre 2017,
- Africa Rapid Transfer Ltd, société anonyme de droit anglais, créée le 9 octobre 2018.

### 2 - Faits marquants de l'exercice

• Le 1<sup>er</sup> décembre 2023, la Société a reçu un avis de vérification de l'administration fiscale portant sur les exercices 2021, 2022 et la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2023. Ce contrôle, débuté le 16 janvier 2024, est toujours en cours au 31 décembre 2024 et n'a pas d'incidence significative dans les comptes de l'exercice 2024.

• Le 11 et 12 décembre 2024, la Société a fait l'objet d'un contrôle in-situ du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR), visant, dans le cadre du processus réglementaire de contrôle mis en place par cet établissement, à tester la capacité de notre Société à constituer et transmettre les fichiers nécessaires à l'indemnisation des déposants en cas de faillite de notre établissement. Les conclusions de cet exercice, communiquées en janvier 2025, n'ont pas mis en évidence d'anomalies significatives dans le dispositif de notre établissement. Quelques actions de progrès sur certains cas particuliers ont été identifiées et seront intégrées dans le dispositif d'EBI SA au 30 juin 2025 au plus tard.

### 3 - Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif et postérieur à la clôture n'est à signaler.

### 4 - Principes comptables

Les comptes annuels d'EBI SA ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (« ANC ») n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes comptables fondamentaux d'image fidèle, de continuité d'exploitation, de régularité, de sincérité, de prudence et de permanence des méthodes.

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels dans leur fréquence ou leur montant, figurent dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

### 5 - Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

#### 5.1. Opérations en devises

Le traitement comptable des opérations en devises est réalisé conformément au Titre 7 du règlement ANC n°2014-07.

Les éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en euros aux cours du marché en vigueur sur la place de Paris à la date du jour de l'opération.

En fin d'exercice, les dettes et créances sont réévaluées aux cours de la date de clôture, soit au 31 décembre. Les écarts résultant de la réévaluation des positions de change sont constatés en résultat, dans des comptes de différence de change compris dans le poste *Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation*. Les cours utilisés sont extraits du référentiel Reuters à 17h chaque jour ouvré.

Dans le compte de résultat, les produits et charges en devises sont comptabilisés prorata temporis en euros, au cours des différentes devises cotées à Paris à la fin de chaque jour.

Les engagements hors bilan font aussi l'objet d'une actualisation aux cours de clôture.

#### 5.2. Créances et dettes sur la clientèle et les établissements de crédit

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont déterminées à chaque clôture, conformément aux dispositions de chaque contrat. Elles sont extournées le jour suivant la date de l'arrêté.

Les transactions entre les parties liées sont considérées conclues à des conditions normales de marché.

Le traitement comptable du risque de crédit est réalisé conformément au Titre 2 du Livre II du règlement ANC n°2014-07 et une provision pour dépréciation est pratiquée s'il existe des risques de non-recouvrement.

##### • Encours douteux

Sont considérées comme encours douteux les créances présentant un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins et les créances sur les contreparties dont la situation présente des caractéristiques permettant de conclure à l'existence d'un risque avéré. Pour les découverts en comptes courants, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée ou que le débiteur a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Les créances douteuses comprennent deux catégories :

- **les encours douteux compromis** : sont incluses dans cette catégorie les créances douteuses pour lesquelles une échéance de terme a été prononcée ainsi que les créances douteuses de plus d'un an pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

- **les encours douteux** : ils correspondent aux créances douteuses qui ne répondent pas aux critères définissant les créances douteuses compromises.

Les créances douteuses font individuellement l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pouvant résulter de leur non-recouvrement. Ces dépréciations sont portées en déduction de l'actif. Les provisions destinées à couvrir des risques de hors bilan individualisés figurent au passif.

Les intérêts courus ou échus afférents aux créances douteuses sont dépréciés en totalité lorsqu'ils sont impayés. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

##### • Encours restructurés

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales des encours octroyés afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Les créances restructurées dont le remboursement ne respecte pas les échéances fixées sont immédiatement déclassées en encours douteux.

##### • Autres créances

Les créances douteuses liées aux autres créances font l'objet d'une dépréciation nominativement.

### • Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques

Afin de couvrir ses expositions sur les confirmations d'opérations de crédit documentaire du Groupe, EBI SA a recours à deux types d'instruments de réduction des risques : la réception de gages espèces et la réception de garanties. Les gages espèces reçus sont enregistrés au bilan parmi les *Dettes envers les établissements de crédit ou de la clientèle*; les garanties sont comptabilisées en hors bilan en *Garanties reçues des établissements de crédit ou de la clientèle*.

Un contrat de compensation a également été signé avec certaines filiales du groupe Ecobank, permettant la compensation des soldes débiteurs et créditeurs des comptes courants.

### 5.3. Portefeuille de titres

Les titres sont présentés, comptabilisés et évalués par type d'instruments et suivant l'intention de gestion au moment de leur acquisition : transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, couverture.

Depuis sa création, la Société n'a détenu que des titres de placement, enregistrés comme suit :

### • Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, les frais d'acquisition des titres étant portés en charges. A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués de la manière suivante :

- Les titres cotés sont évalués sur la base du cours le plus récent ;
- Les titres de produits collectifs de placement sont évalués sur la base de la valeur de rachat de fin décembre. Les moins-values latentes pouvant résulter de cette évaluation donnent lieu à l'enregistrement d'une dépréciation ; les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### 5.4. Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés au prix de revient.

A la clôture de l'exercice, leur valeur d'utilité est déterminée. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur comptable des titres est supérieure à leur valeur d'utilité ; aucune plus-value latente n'est enregistrée lorsque la valeur comptable des titres est inférieure à leur valeur d'utilité.

### 5.5. Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées sont comptabilisées au prix de revient.

A la clôture de l'exercice, leur valeur d'utilité est déterminée. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur comptable des titres est supérieure à leur valeur d'utilité ; aucune plus-value latente n'est enregistrée lorsque la valeur comptable des titres est inférieure à leur valeur d'utilité.

### 5.6. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges couvrent les litiges sociaux et autres risques d'exploitation.

### 5.7. Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées en fonction de leur nature :

### • Immobilisations incorporelles

#### - Logiciels

Les logiciels sont enregistrés à leur coût d'acquisition, incluant toutes les charges directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien. Ils sont gérés par projet (éventuellement par lot) et amortis en linéaire sur une durée de 3 ans, à compter de la date de mise en production.

#### - Frais de constitution

Ces frais constituent en principe une charge pour l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. Toutefois, les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entreprise, mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens et de services déterminés, peuvent figurer à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles, au poste « Frais d'établissement ».

EBI SA a comptabilisé des frais de constitution dont les éléments constitutifs (formalités légales, honoraires relatifs à des conseils de nature comptable, juridique, fiscale, en stratégie, etc.) étaient liés à la création de l'entreprise. Elle a choisi de procéder à un échelonnement de ces frais par un amortissement linéaire sur 3 ans, sans prorata temporis.

### • Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif au coût historique (coût d'acquisition, valeur d'apport). Elles sont amorties selon leur durée de vie estimée, en fonction de leur nature :

Composant	Durée d'utilisation
Installations et Agencements (Locaux et installations téléphoniques)	10 ans
Véhicules de tourisme	5 ans
Matériel Informatique	3 ans
Matériel de bureau	3 ans
Mobilier (Bureaux et Protection)	10 ans

## 5.8. Principes d'évaluation et de présentation du compte de résultat

### • Intérêts

Les intérêts et agios sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat. Les commissions réglées au titre de la collecte de dépôts font l'objet d'un étalement linéaire et sont également classées dans les charges constitutives de la marge d'intérêts.

Les intérêts impayés, calculés sur les encours douteux non compromis, continuent à être calculés au-delà d'une durée de trois mois pour les crédits et ils font l'objet d'une provision.

### • Commissions

Les commissions sont enregistrées selon les dates de prestation, à l'exception de certaines qui, liées à des opérations à plus ou moins long terme, sont étalées sur la durée de l'opération.

### • Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Cette rubrique enregistre les gains et les pertes de change, latents ou définitifs, constatés à chaque fin d'exercice. Les contrats de change au comptant sont réévalués sur la base du cours comptant à la fin de l'exercice ; les contrats de change à terme sont réévalués sur la base du cours à terme de la durée résiduelle.

### • Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

Cette rubrique enregistre les résultats de cession et les dépréciations du portefeuille de titres de placement.

## 5.9. Principes d'évaluation et de présentation des instruments financiers à terme

En application du Titre 5 du Livre II du règlement ANC n°2014-07, les engagements relatifs à des opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt ou de change, à des contrats d'échange de taux d'intérêts ou de devises (« swaps ») et à des opérations assimilées, sont inscrits dans des comptes de hors bilan, pour la valeur nominale des contrats, et font l'objet d'une classification en fonction de l'intention de gestion exprimée par l'établissement.

Le portefeuille de micro-couverture comprend les contrats qui couvrent, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes. Ces contrats sont valorisés symétriquement à l'élément ou à l'ensemble d'éléments couverts.

Le portefeuille de macro-couverture intègre les contrats réalisés en vue de couvrir le risque de taux global de EBI SA, sur l'actif, le passif et le hors bilan. Les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

A chaque arrêté comptable, les opérations de couverture sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts.

Lorsque l'élément couvert est un élément de hors bilan évalué au cours à terme, les deux composants de l'opération entrent dans la position de change à terme évaluée au cours à terme restant à courir à la date d'arrêté. Dans ce cas les gains ou pertes de changes latents constatés sont comptabilisés respectivement en produits ou en charges dans le compte de résultat de la période concernée.

Par ailleurs, EBI SA n'est pas exposée sur les produits de type CDO, mono-line, CDPC, CMBS, RMBS ou véhicules ad-hoc.

## 5.10. Principes d'évaluation et de présentation des contrats de Crédits documentaires

Les crédits documentaires font suite à des contrats commerciaux dont le montant est prévu par les termes de l'ouverture de crédit pourvu que les conditions et délais spécifiés soient respectés scrupuleusement et dont les modalités sont en accord avec les accords internationaux codifiés par la Chambre de Commerce Internationale dans ses « Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires » - RUU600, applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Les engagements relatifs à ces opérations (confirmation d'ouverture de crédits documentaires, acceptation à payer) sont inscrits dans les comptes de hors bilan, pour la valeur nominale des contrats (avec la possibilité d'une garantie complémentaire pouvant aller jusqu'à 10% pour certains contrats).

Les commissions et intérêts relatifs à chaque phase de ces opérations sont comptabilisés en résultat.

La Banque peut, par la suite, escompter ou négocier ces documents et le client exportateur en supporte alors le coût. Cette avance est par la suite remboursée par la banque émettrice.

L'escompte est comptabilisé à l'actif du bilan, en *Créances commerciales* dans la rubrique *Opérations avec la Clientèle*, avec la prise en compte d'un engagement hors bilan en *Garanties reçues d'établissement de crédit* car le risque porte, non sur le client bénéficiaire de l'escompte, mais sur la banque émettrice qui en assure le remboursement.

### 5.11. Engagements de retraite et avantages similaires

Dans le cadre de la détermination des Indemnités de Fin de Carrière, EBI SA réalise un suivi actuariel de la provision au titre des indemnités de fin de carrière selon la méthode utilisée par AXA, à savoir *Projected Unit Credit Method with Service Prorate*.

Cette méthode prend en compte l'ensemble des salariés actifs, précisant impérativement pour chacun d'eux leur date de naissance, leur sexe, leur statut (cadre/non cadre), leur date d'entrée dans l'entreprise ainsi que leurs revenus salariés bruts de l'exercice.

Le cas échéant, une cotisation correspondant au montant nécessaire de dotation est constituée auprès de AXA.

## 6. Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'incapacité pour un établissement de faire face à ses obligations de remboursement en respectant l'échéance contractuelle, qu'elle soit déterminée ou non (remboursements à vue).

Les opérations principales de notre établissement sont liées aux activités de négoce international, de banque correspondante et de placements de marché monétaire, à savoir : les dépôts interbancaires, les gages espèces, les prêts / emprunts interbancaires, ainsi que l'ensemble des opérations d'escompte et de

crédit documentaire.

Ses sources de financement sont essentiellement des dépôts à vue (sans maturité), des dépôts à terme venant en couverture d'opérations de négoce international (gage-espèces, ...) et des dépôts à terme et emprunts (avec maturité) conclus dans le cadre de ses opérations de financement.

EBI SA n'a aucune créance mobilisable, ni d'investissement en portefeuille sous forme de titres (obligations, bons du Trésor, ...).

La « Procédure de gestion du risque de liquidité » définit le cadre général de la gestion du risque de liquidité ainsi que le dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité au sein de la Société.

Le Comité de Gestion Actif Passif (ALCO) a pour objectif de suivre le risque de taux, le risque de liquidité, les ratios réglementaires, le refinancement et plus largement les risques de marché et leurs impacts financiers.

## 7. Gestion des risques climatiques

Notre établissement considère que la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux (E&S) est une dimension essentielle du risque global de ses activités de crédit et de marché.

Il s'inscrit en cela dans la continuité des principes retenus par le Groupe Ecobank, qui est membre ou signataire d'un certain nombre d'initiatives dans le développement durable, notamment le Pacte mondial des Nations Unies (UNGC), l'Initiative des Nations Unies pour le Financement du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEPFI) et les Principes de l'Équateur.

A l'image du groupe, son appétit pour le risque E&S est faible et la rentabilité d'une transaction envisagée ne saurait être le critère unique de décision et prévaloir sur son impact probable sur l'environnement ou le corps social. Notre priorité est donc d'identifier, de mesurer et d'évaluer les risques E&S des transactions envisagées.

EBI SA a ainsi adopté en 2021, dans le cadre de l'octroi de ses crédits, une politique RSE conforme à la réglementation française et européenne et à la politique du groupe Ecobank et s'interdit d'intervenir dans certains secteurs.

Les opérations n'entrant pas dans les cas d'exclusions sont ensuite analysées et classifiées au regard de leur risque E&S en combinant plusieurs critères dont ceux de la Société de Financement International en :

- opérations à risque élevé dont les répercussions sociales et/ou environnementales sont potentiellement importantes. Dans ce cas, la transaction à risque élevé est toute transaction admissible qui serait en risque élevé sur une des 8 normes de durabilité de la Société de Financement International,
- opérations à risque moyen dont les répercussions sociales et/ou environnementales sont potentiellement négatives mais qui sont en grande partie réversibles et dont les effets peuvent être atténués par des mesures pertinentes ;
- opérations à risque faible qui ont un impact environnemental ou social minimal ou négligeable.

Si une opération est classée en « risque élevé » ou si le processus de diligence raisonnable révèle un risque E&S qui ne peut pas être entièrement évalué au sein de la banque, un examen approfondi sera effectué par un consultant indépendant habilité.

Selon les conclusions, l'évaluation E&S peut mener à un plan d'action, accepté par le client, pour que le processus puisse se poursuivre. Ce plan doit préciser toutes les mesures nécessaires pour mettre en conformité une transaction. Une date d'achèvement prévue pour chaque action spécifiée doit également être convenue.

Les engagements déjà inscrits au bilan avant l'adoption de cette politique avaient fait l'objet d'une revue annuelle du risque E&S en 2023.

Enfin, en matière de gouvernance, l'application effective des règles édictées dans la politique RSE fait l'objet d'un rapport annuel d'évaluation par la Direction des Risques qui est soumis au Directeur Général puis pour information au Comité des Risques du Conseil d'Administration.

## 8 - Autres informations de l'exercice

- La société EBI SA est consolidée par intégration globale par Ecobank Transnational Incorporated (ETI).

- **Honoraires des Commissaires aux Comptes** : Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes pris en charge en 2024 s'élève à 444 635 euros et se décompose comme suit :

Composant (en euros)	PWC	Grant Thornton
Contrôle légal des comptes	204 290,00	190 345,00
Autres honoraires (norme ICOFR)	25 000,00	25 000,00
<b>Total</b>	<b>229 290,00</b>	<b>215 345,00</b>

### • Evolution des comptes annuels

Le total du bilan de clôture ressort à 1 118 832 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 966 486 milliers d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Le résultat dégagé sur l'exercice 2024 est un bénéfice de 31 019 milliers d'euros (31 018 835,83 euros).

Le résultat par action (résultat divisé par le nombre d'actions) s'élève à 0.62 euros au 31 décembre 2024 (0.59 euros au 31 décembre 2023).

Les éléments composant les principaux postes et les variations significatives de l'exercice sont détaillés dans les notes ci-après.

**9 - Notes annexes aux états financiers - Comptes sociaux**

A	Caisse, Banques Centrales, CCP
B	Créances sur les établissements de crédit
C	Opérations avec la clientèle - actif
D	Titres de Participations
E	Parts dans les entreprises liées
F	Immobilisations
G	Autres actifs
H	Comptes de régularisation actif
I	Dettes envers les établissements de crédit
J	Opérations avec la clientèle - passif
K	Autres passifs
L	Comptes de régularisation passif
M	Capitaux propres
N	Engagements de financement et de garantie
O	Opérations sur instruments financiers
P	Marge d'intérêt
Q	Commissions
R	Opérations des portefeuilles de négociation
S	Charges générales d'exploitation
T	Coût du risque
U	Gains ou pertes sur actifs immobilisés
V	Répartition des effectifs
W	Engagements de retraite et avantages similaires
X	Rémunération des dirigeants

**A- Caisses, Banque Centrales, CCP**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024					31-12-2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
<b>A vue</b>						
Comptes ordinaires débiteurs	224 228	-	-	-	224 228	147 080
Comptes réserves obligatoires	-	-	-	-	-	-
Comptes et prêts	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	20	-	-	-	20	50
<b>A terme</b>						
Comptes et prêts	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>224 248</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>224 248</b>	<b>147 130</b>

EBI SA dispose d'un compte bancaire auprès de la Banque de France, composant l'intégralité du solde de 224 228 milliers d'euros inscrit sur la ligne *Comptes ordinaires débiteurs*. Depuis 2021, la société a opté pour l'inscription de ses réserves obligatoires dans ce même compte auquel elles contribuent, au 31 décembre 2024, pour 7 292 milliers d'euros.

**B- Créances sur les établissements de crédit**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024					31-12-2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
<b>A vue</b>						
Comptes ordinaires débiteurs	248 193	-	-	-	248 193	230 673
Comptes ordinaires gages espèces donnés	1 925	-	-	-	1 925	6 198
Valeurs non imputées	12	-	-	-	12	103
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
<b>A terme</b>						
Comptes et prêts	35 002	-	-	-	35 002	76 206
Créances rattachées	16	-	-	-	16	296
<b>Total</b>	<b>285 115</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>285 115</b>	<b>313 475</b>

Les *Comptes ordinaires débiteurs* de 248 193 milliers d'euros sont essentiellement composés des comptes bancaires de notre établissement auprès de ses différents correspondants ; les *Comptes et prêts* de 35 002 milliers d'euros au 31 décembre 2024 sont composés de prêts interbancaires à court terme.



**C- Opérations avec la clientèle - actif**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024			31-12-2023		
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Créances commerciales	253 747	49 657	12 090	-	315 495	307 219
Crédits de trésorerie	41 290	57 098	51 418	20 000	169 806	102 961
Créances douteuses (a)	-	-	1 805	-	1 805	1 769
Comptes ordinaires débiteurs	0	-	-	-	0	0
Valeurs non imputées	-	-	-	-	-	97
<b>Total</b>	<b>295 037</b>	<b>106 756</b>	<b>65 314</b>	<b>20 000</b>	<b>487 106</b>	<b>412 046</b>

(a) La valeur nette des créances douteuses se décompose comme suit :		31-12-2024	31-12-2023
Valeur brute des créances douteuses		3 927	3 568
Provisions sur créances douteuses		2 122	1 799
<b>Valeur nette des créances douteuses</b>		<b>1 805</b>	<b>1 769</b>

Le portefeuille de *Prêts à la Clientèle* de la société a augmenté de 75 060 milliers d'euros entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024.

Le portefeuille de créances douteuses n'est constitué, en 2024 comme en 2023, que d'un seul dossier libellé en dollars américains sur lequel des actions de restructuration sont en cours. La variation de valeur du poste entre les deux périodes résulte principalement de la variation de la devise à laquelle s'est ajoutée la dotation 2024 sur les intérêts impayés de la période.

**D- Titres de participation**

<i>En milliers d'euros</i>	01-01-2024	Augmentation	Diminution	31-12-2024	31-12-2023
SWIFT SCRL	101	-	-	101	101
Fonds de Garantie des Dépôts	100	297	-	398	100
<b>Total</b>	<b>201</b>	<b>297</b>	<b>-</b>	<b>499</b>	<b>201</b>

EBI SA enregistre ses certificats d'associés dans le Fonds de Garantie des Dépôts (FGDR) en *Titres de Participations*, en application des modalités de comptabilisation définies par le code monétaire et financier et l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif au ressources du FGDR.

**E- Parts dans les entreprises liées**

<i>En milliers d'euros</i>	01-01-2024	Augmentation	Diminution	31-12-2024	31-12-2023
Africa RapidTransfer SA	6 027	1 000	-	7 027	6 027
Africa RapidTransfer Ltd	-	-	-	-	-
<b>Total valeur brute</b>	<b>6 027</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>7 027</b>	<b>6 027</b>
Africa RapidTransfer SA	4 084	557	-	4 642	4 084
Africa RapidTransfer Ltd	-	-	-	-	-
<b>Total amortissements et provisions</b>	<b>4 084</b>	<b>557</b>	<b>-</b>	<b>4 642</b>	<b>4 084</b>
<b>Total valeur nette</b>	<b>1 942</b>			<b>2 386</b>	<b>1 942</b>

La société Africa Rapid Transfer SA (« ART SA ») est une société anonyme de droit français dont l'activité principale est la fourniture de services de paiement. ART SA est détenue à 100 % et contrôlée par EBI SA, elle-même détenue à 100% et contrôlée par ETI où ART SA et EBI SA sont toutes les deux directement consolidées indépendamment.

Africa Rapid Transfer SA a temporairement suspendu son activité commerciale depuis mars 2024 afin de redéfinir son modèle d'affaires. Les chiffres clés de ses états financiers 2024 et 2023 sont les suivants :

ART SA - En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Total de l'actif immobilisé	41	215
Produit net bancaire	-9	-62
Résultat de l'exercice	-561	-935
Montant des capitaux propres hors résultat de l'exercice en cours	2 947	1 947
Effectif moyen annuel	0	0

En 2024, EBI SA a procédé à une injection de capital de 1 000 milliers d'euros dans sa filiale.

Au 31 décembre 2024, la valeur d'utilité de ART SA a été évaluée à 2 386 milliers d'euros sur la base de la quote part de sa situation nette à cette date. Notre établissement a enregistré une provision pour dépréciation de 557 milliers d'euros sur ses Parts, enregistrée sur la ligne *Gain ou Pertes sur actifs immobilisés* en compte de résultat (note U).

**F- Immobilisations**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2023	Acquisitions	Diminutions	Transfert de compte à compte	31-12-2024
Immobilisations incorporelles	3 198	377	85	-	3 490
Autres immobilisations corporelles	2 182	2 177	1 155	-	3 203
Immobilisations incorporelles et corporelles en cours	1 887	198	1 541	-	544
<b>Total valeur brute</b>	<b>7 266</b>	<b>2 752</b>	<b>2 782</b>	<b>-</b>	<b>7 237</b>

  

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2023	Dotations	Amort. exceptionnels	Reprises	31-12-2024
Immobilisations incorporelles	3 198	190	-	-	3 388
Autres immobilisations corporelles	2 015	328	-	1 155	1 187
<b>Total amortissements et provisions</b>	<b>5 212</b>	<b>518</b>	<b>-</b>	<b>1 155</b>	<b>4 575</b>
<b>Valeur nette - en milliers d'euros</b>	<b>2 054</b>				<b>2 661</b>

L'augmentation de la valeur nette des immobilisations provient principalement des aménagements et achats de mobilier réalisés pour l'installation de notre établissement dans ses nouveaux locaux situés Tour Egée à Courbevoie.

**G- Autres actifs**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
Dépôts de garantie (sur locaux et auprès du FGDR et du FRU)	889	882
Dépôts de garantie sur instruments financiers à terme	1 500	1 500
Appels de marge versés sur instruments financiers à terme	28 150	25 920
Créances sur l'Etat Français (crédit de TVA, acomptes impôt sur les sociétés, ...)	19 621	14 387
Personnel et organismes sociaux	118	407
Fournisseurs débiteurs et avances et acomptes versés	243	865
Autres débiteurs	3 797	3 429
<b>Total</b>	<b>54 319</b>	<b>47 390</b>

Les dépôts de garantie sur instruments financiers à terme et les appels de marge versés sur instruments financiers à terme sont relatifs à l'activité d'intermédiation en back to back de EBI SA sur contrats de change. Le niveau des appels de marge versés varie quotidiennement en fonction de la valeur de marché des opérations sous-jacentes. Les appels de marges reçus sont présentés en note K *Autres passifs*.

**H- Comptes de régularisation actif**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
Produits à recevoir	1 243	2 298
Charges constatées d'avance	1 020	956
Comptes d'ajustement sur devises et sur swap de taux d'intérêt	60 236	35 143
Autres	-	3 850
<b>Total</b>	<b>62 499</b>	<b>42 247</b>

Les comptes d'ajustement sur devises correspondent à l'évaluation en valeur de marché des contrats de change traités dans le cadre de l'activité d'intermédiation en back to back de la Société. Ce poste est à lire conjointement avec celui présenté en note L *Comptes de régularisation passif*.

**I- Dettes envers les établissements de crédit**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024					31-12-2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
<b>A vue</b>						
Comptes ordinaires créditeurs	371 488	-	-	-	371 488	252 441
Autres sommes dues	7	-	-	-	7	2 286
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-
<b>A terme</b>						
Comptes et emprunts	46 524	81 735	-	-	128 258	198 744
Gages espèces reçus	72 897	76 423	32 352	-	181 671	150 342
Dettes rattachées	266	1 705	445	-	2 417	3 627
<b>Total</b>	<b>491 182</b>	<b>159 863</b>	<b>32 796</b>	<b>-</b>	<b>683 842</b>	<b>607 441</b>

L'augmentation de 76 401 milliers d'euros des *Dettes envers les établissements de crédit* entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 est parallèle à celle des *Opérations avec la clientèle* (note C) qu'elles refinancent.

**J- Opérations avec la clientèle - passif**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024					31-12-2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	126 536	-	-	-	126 536	109 383
Dépôts de garantie reçus	-	-	12 000	-	12 000	-
Comptes créditeurs à terme	17 363	115	-	-	17 479	12 880
Autres sommes dues	48	-	-	-	48	325
Dettes rattachées	63	-	-	-	63	101
<b>Total</b>	<b>144 010</b>	<b>115</b>	<b>12 000</b>	<b>-</b>	<b>156 126</b>	<b>122 690</b>

Le niveau des dépôts de la clientèle non financière dans les livres de notre établissement est essentiellement composé de comptes ordinaires.

**K- Autres passifs**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
Etat (provision d'impôt sur les sociétés, TVA collectée à payer..)	11 367	13 271
Dettes Fournisseurs	3 639	4 446
Personnel	8 960	10 570
Organismes sociaux	1 160	1 459
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers à terme	16 205	16 205
Appels de marge reçus sur instruments financiers à terme	47 396	25 850
<b>Total</b>	<b>88 727</b>	<b>71 801</b>

Les dépôts de garanties et appels de marge reçus sur instruments financiers à terme sont relatifs à l'activité d'intermédiation en back to back de EBI SA sur contrats de change. Le niveau des appels de marge reçus varie quotidiennement en fonction de la valeur de marché des opérations sous-jacentes.

Les appels de marges et dépôts de garanties versés sont présentés en note G *Autres actifs*.

**L- Comptes de régularisation passif**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
Charges à payer	1 790	3 287
Produits constatés d'avance	5 282	7 789
Comptes d'ajustement sur devises	31 628	14 398
Autres	1	1
<b>Total</b>	<b>38 701</b>	<b>25 475</b>

Les *Comptes d'ajustement sur devises* correspondent à l'évaluation en valeur de marché des contrats de change traités dans le cadre de l'activité d'intermédiation en back to back de la société. Ce poste est à lire conjointement avec celui présenté en note H *Comptes de régularisation actif*.

**M- Capitaux propres**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2023	Augmentation Diminution	31-12-2024
Capital	65 000	0	65 000
Réserves	6 975	1 466	8 441
Report à nouveau	37 201	8 856	46 057
Résultat de l'exercice en instance d'affectation	29 322	1 697	31 019
<b>Total</b>	<b>138 498</b>	<b>12 019</b>	<b>150 517</b>

Le capital social de 65 000 000 euros est entièrement libéré et se compose de 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 1.30 euro.

En 2024, EBI SA a procédé à une distribution de dividende d'un montant de 19 000 000 euros et a renforcé ses réserves et son report à nouveau de 10 321 933 euros.

En 2023, notre établissement avait procédé à une distribution de dividende d'un montant de 3 000 000 euros.

**N- Engagements de financement et de garantie**

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de financements reçus</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>91 327</b>	<b>77 078</b>
Cautions, aval et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	88 481	58 136
<i>dont confirmations d'ouverture de crédits documentaires</i>	<i>66 185</i>	<i>36 927</i>
<i>dont acceptations à payer</i>	<i>21 495</i>	<i>20 350</i>
Cautions, aval et autres garanties d'ordre de la clientèle	2 846	18 942
<b>Engagement de garantie reçus</b>	<b>262 219</b>	<b>181 506</b>
Cautions, aval et autres garanties reçues d'établissements de crédit	162 156	47 623

Cautions, aval et autres garanties reçues de la clientèle - administrations publiques et assimilées	24 962	46 911
Cautions, aval et autres garanties reçues de la clientèle - entreprises d'assurance	75 101	86 973

Les engagements de garantie donnés et reçus par EBI SA sont liés à son activité de Trade Finance.

#### O- Opérations sur instruments financiers

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024					31-12-2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
<b>Opérations de change au comptant</b>						
A recevoir	103 903	-	-	-	<b>103 903</b>	<b>67 719</b>
A livrer	103 501	-	-	-	<b>103 501</b>	<b>66 677</b>
<b>Opérations de change à terme</b>						
A recevoir	515 715	48 172	411 812	271 469	<b>1 247 168</b>	<b>985 659</b>
A livrer	514 539	47 559	404 660	260 552	<b>1 227 310</b>	<b>965 404</b>
<b>Compte d'ajustement devises hors bilan</b>	18 659	-	-	-	<b>18 659</b>	<b>17 511</b>
<b>Swaps de taux</b>						
Prêts	-	-	-	19 141	<b>19 141</b>	<b>19 403</b>
Emprunts	-	-	-	19 141	<b>19 141</b>	<b>19 403</b>

Dans le cadre de son activité d'intermédiation en back to back sur produits de change, EBI SA conclut des opérations de change au comptant et des opérations de change à terme.

Depuis l'exercice 2019, la société participe à la mise en œuvre de couverture de change d'émissions internationales dans le cadre de syndications ; cette activité est exercée en intermédiation et constitue l'intégralité des opérations de maturité supérieure à 1 an. Par ailleurs, en 2022, dans un contexte de forte volatilité, EBI SA a protégé une partie de sa marge commerciale sur ces opérations de maturité long terme par le biais de swaps de taux d'intérêts.

Les résultats réalisés et latents de l'activité d'intermédiation en back to back sur produits de change sont présentés en *Résultat des opérations des portefeuilles de négociation* en note R.

#### P- Marge d'intérêts

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>48 529</b>	<b>45 556</b>
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	21 099	13 197
Opérations avec la clientèle	27 430	32 359
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>19 593</b>	<b>17 554</b>
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	18 846	16 797
Opérations avec la clientèle	747	757
<b>Marge d'intérêts</b>	<b>28 936</b>	<b>28 002</b>

La marge d'intérêts de la société a progressé de 934 milliers d'euros (+3%) entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 dans un contexte de diminution des taux directeurs servis par la Banque de France.

#### Q- Commissions

<i>En milliers d'euros</i>	31-12-2024	31-12-2023
<b>Produits de commissions</b>	<b>12 376</b>	<b>11 432</b>
<b>Produits de commissions bancaires</b>	<b>8 630</b>	<b>8 199</b>
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0
Sur opérations avec la clientèle	510	82
Sur opérations de hors bilan	8 120	8 116
<b>Produits de commissions financières</b>	<b>3 746</b>	<b>3 234</b>
Sur moyens de paiement	3 746	3 234
<b>Charges de commissions</b>	<b>3 069</b>	<b>5 173</b>
<b>Charges de commissions bancaires</b>	<b>2 543</b>	<b>4 696</b>
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	361	0
Sur opérations avec la clientèle	0	652
Sur opérations de hors bilan	2 182	4 044
<b>Charges de commissions financières</b>	<b>526</b>	<b>477</b>
Sur moyens de paiement	526	477
<b>Commissions nettes</b>	<b>9 307</b>	<b>6 259</b>

Les commissions nettes de la société ont augmenté de 3 048 milliers d'euros, soit +49%, entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024.

Les produits de commissions, en hausse de 944 milliers d'euros, sont constitués de commissions sur opérations de confirmation de crédits documentaires qui constituent la majeure partie des revenus présentés sur la ligne *Produits de commissions bancaires sur opérations de hors bilan*. Ils sont également constitués de commissions sur moyens de paiement correspondant à l'activité de correspondance bancaire de notre société.

Les charges de commissions, en baisse de 2 104 milliers d'euros, correspondent principalement à la rémunération des garanties reçues par notre établissement.

**R- Opérations des portefeuilles de négociation**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Résultat net réalisé sur opérations de change	29 439	39 963
Résultat net latent sur opérations de change	669	826
Résultat net d'intérêts sur swaps de taux d'intérêts	501	84
Résultat net latent sur swaps de taux d'intérêts	-272	-512
<b>Total</b>	<b>30 337</b>	<b>40 362</b>

Le résultat des opérations des portefeuilles de négociation correspond au résultat réalisé et latent de EBI SA sur son activité d'intermédiation en back to back sur produits de change et sur les swaps de taux d'intérêts qui couvrent sa marge commerciale sur une partie de ces opérations.

Ce résultat a diminué de 10 025 milliers d'euros (-25%) entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024, sous le double effet d'une diminution de la volatilité du marché des devises sur les 9 premiers mois de 2024, entraînant une baisse du volume traité par nos clients, mais également en raison des restrictions imposées aux transactions off-shore sur certains marchés en 2024.

**S- Charges générales d'exploitation**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
<b>Frais de personnel</b>	<b>16 743</b>	<b>20 675</b>
Salaires et traitements	8 697	10 876
Participation des salariés	2 509	2 156
Charges de retraite	1 677	1 363
Autres charges sociales	3 808	5 558
Impôts et taxes sur les salaires	101	659
Dotations (+) Reprises (-) de provisions	-49	62
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>8 912</b>	<b>9 754</b>
<b>Total</b>	<b>25 655</b>	<b>30 429</b>

La diminution des *Frais de personnel* de 3 932 milliers d'euros (-19%) entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 provient principalement d'une reprise de provision sur rémunérations variables ; la baisse des autres frais administratifs de 843 milliers d'euros (-9%) résulte des mesures de contrôle des charges d'exploitation mises en œuvre par notre Société.

**T- Coût du risque**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	-	-4 927
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	-	0
Récupérations sur créances amorties	63	128
Dotation (-) ou Reprise (+) nette aux provisions	-182	2 795
<b>Total</b>	<b>-119</b>	<b>-2 004</b>

La dotation nette aux provisions de 182 milliers d'euros en 2024 couvre à 100% les intérêts impayés sur un crédit douteux. Notre établissement a par ailleurs reçu 63 milliers d'euros sur un dossier qu'il avait antérieurement passé en pertes.

En 2023, EBI SA avait passé en pertes une créance compromise et repris en parallèle la provision qui le couvrait, pour respectivement 4 590 et 4 590 milliers d'euros. La Société avait par ailleurs constitué une provision de 1 799 milliers d'euros sur un crédit douteux. Ces opérations constituaient l'essentiel des mouvements qui figuraient sur les lignes *Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions* pour 4 927 milliers d'euros et *Dotation (-) ou Reprise (+) nette aux provisions* pour 2 795 milliers d'euros.

Le total de la ligne *Coût du Risque* présente ainsi une perte nette 119 milliers d'euros en 2024 contre une perte nette de 2 004 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**U- Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Dotation aux provisions sur Parts dans les entreprises liées	-557	-938
Plus ou moins-values de cession sur immobilisations	4	-95
<b>Total</b>	<b>-553</b>	<b>-1 033</b>

L'évaluation en valeur d'utilité de sa filiale ART SA a conduit EBI SA à constituer une provision pour dépréciation de ses *Parts dans les Entreprises Liées* de 557 milliers d'euros en 2024. En 2023, une dotation de 938 milliers d'euros avait été constituée sur cette même filiale.

V- Répartition des effectifs au 31 décembre 2024 (hors bureau de Londres)

	Hommes	Femmes	Total
Techniciens	0	0	0
Cadres *	72	42	114
Employés	0	0	0
Impatriés	4	0	4
Apprentis	3	0	3
Total	79	42	121

W- Engagements de retraite et avantages similaires

Au 31 décembre 2024, le montant d’engagement de EBI SA au titre des Indemnités de retraite s’élève à 402 811 euros. Il était de 259 449 euros au 31 décembre 2023.

X- Rémunération des dirigeants  
(Membres des organes d’administration, de direction et de surveillance)

En milliers d'euros	31-12-2024	31-12-2023
Montant global des rémunérations allouées dans l'exercice	896	943

IV. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels  
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

**EBI SA**  
Société anonyme Tour Egée  
9-11 Allée de l'Arche 92400 Courbevoie

A l'assemblée générale de la société EBI SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société EBI SA relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit : Risque d’erreur dans l’estimation des dépréciations des créances sur la clientèle présentant un risque de non recouvrement**

Risque identifié	Notre réponse
<p>De par son activité, EBI SA est exposée au risque de crédit portant sur le non recouvrement des créances accordées à la clientèle.</p> <p>Comme indiqué dans les notes 5.2 de l’annexe aux comptes annuels, les dépréciations des créances sur la clientèle présentant un risque de non recouvrement sont déterminées en comparant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au taux initial du prêt, avec la valeur comptable du prêt.</p> <p>Nous avons considéré que l’évaluation de ces dépréciations, qui s’élèvent, au 31 décembre 2024, à 2,1 millions d’euros, constituait un point clé de l’audit des comptes annuels compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité des données utilisées et le bien-fondé des hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations des créances sur la clientèle présentant un risque de non recouvrement.</p> <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par EBI SA pour identifier les créances sur la clientèle présentant un risque de non recouvrement et pour évaluer les dépréciations relatives à ces créances notamment par des échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des risques ;</li><li>• apprécié la pertinence de ces procédures ;</li><li>• apprécié la qualité des données et le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés et des dépréciations des créances sur la clientèle présentant un risque de non recouvrement.</li><li>• apprécié l’information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2024.</li></ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société EBI SA dans les statuts pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par votre assemblée générale du 30 avril 2018 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 17<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton dans la 7<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l’établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d’élaboration de l’information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels**

**Objectif et démarche d’audit**

Il nous appartient d’établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 09 avril 2025 Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Aurore Prandi

Grant Thornton SAS  
Azarias Sekko

#### **V. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition conformément aux dispositions et délais réglementaires applicables, au siège de EBI SA, 9-11 Allée de l'Arche Tour Egée 92400 Courbevoie ou sur simple demande écrite adressée à EBI SA, Direction Juridique, 9-11 Allée de l'Arche Tour Egée 92400 Courbevoie.